



Independent observer
of the Global Fund

DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH, LE SÉNÉGAL MET L'ACCENT SUR LES POPULATIONS CLÉS

Le Sénégal est souvent cité en référence pour ses bons résultats dans la lutte contre le VIH, (depuis 2001, la baisse des nouvelles infections est de 70%), mais l'heure est à la rationalisation des ressources.

Le Docteur Safiatou Thiam, Secrétaire Exécutive du Conseil National de Lutte contre le Sida au Sénégal (CNLS), l'un des récipiendaires principaux du Fonds mondial, estime qu'il faut considérer « cette baisse comme une opportunité pour aller vers de nouveaux programmes et de nouvelles stratégies ».

Si la prévalence est au niveau de la population générale est faible (0,7 %), elle reste élevée au niveau des populations clés: les hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes (HSH : 18,5%) les professionnels du sexe (PS :19,5 %) et les usagers de drogue 5,4% avec un fort taux chez ceux qui se droguent par injection (CIDI : 9,2%). L'épidémie est surtout concentrée au Sud et au Sud-Est, des zones où il y a des mines, des sites touristiques et d'orpaillage et qui sont frontalières avec des pays dont la prévalence est élevée parmi la population générale (Guinée, Guinée-Bissau et Gambie).

L'accent sur les populations clés

Dans sa note conceptuelle pour le VIH, le Sénégal met donc l'accent sur les populations clés. L'objectif du Plan National Stratégique 2014-2017 est de réduire de 50% les nouvelles infections avec au moins 85% des populations clés adoptant un comportement à moindre risque. Or, les défis restent nombreux en raison de la stigmatisation dont ces populations font l'objet. Le taux de « perdus de vue » (ceux qui abandonnent leur traitement) chez les HSH est très élevé et, si la prostitution est légale au Sénégal, elle reste avant tout clandestine, ce qui nécessite d'offrir des soins permettant d'aller à la rencontre de ces populations (cliniques mobiles ou encore ciblage des « hotspots »). Pour les CDI, la priorité est de

finaliser l'équipement du Centre de prise en Charge Intégrée des Addictions (CEPAD) à Dakar, la capitale, renforcer le programme de distribution des seringues et offrir un traitement de substitution à la méthadone.

Au niveau du CNLS, la priorité est mise sur six régions (Dakar, Ziguinchor, Kolda, Sedhiou, Tamba, Kedougou) où les programmes de mise en œuvre concernent les populations clés (HSH, PS et CDI), la Prévention de la Transmission Mère Enfant, la prise en charge par traitement antirétroviraux, la prévention chez les groupes vulnérables ainsi qu'un programme sur les droits humains, le genre et le renforcement des systèmes communautaires.

La rationalisation des ressources contraint à abandonner certains programmes. Rokhaya Nguer, présidente du conseil d'administration de l'ANCS, récipiendaire principal du Fonds mondial, déplore notamment « la suppression de la prise en charge nutritionnelle des personnes vivant avec le VIH et des Orphelins et Enfants rendus vulnérables par le VIH/sida ». Elle estime également que le budget dédié au renforcement du système communautaire est trop faible (478.642 euros avec le Nouveau Modèle de Financement contre 1,9 millions pour la première phase du round 9 et 1.2 millions pour la seconde phase).

Mobiliser d'autres sources de financement

Le coût du Plan National stratégique est évalué à près de 116 millions d'euros dont 80% sont assurés par les partenaires de développement. En juin dernier, le Fonds mondial a alloué 19 millions de dollars au pays. Cette subvention couvre près de 20% du budget global ce qui suscite de l'espoir mais aussi de l'inquiétude concernant la mise en œuvre des activités.

Pour combler les lacunes sur le plan financier, le Sénégal prévoit dans sa note conceptuelle de développer de nouvelles stratégies dans la mobilisation des ressources comme les partenariats public-privé, l'implication des collectivités locales, les partenariats avec des institutions régionales et la rationalisation des ressources.

Cependant, Safiatou Thiam tire la sonnette d'alarme. « Il est regrettable que le Fonds mondial diminue les ressources du Sida au Sénégal sous prétexte que le pays est à faible morbidité. Nous sommes un pays pauvre et nous ne pouvons pas nous baser sur la prévalence de la population générale. Nous espérons qu'à l'évaluation du Nouveau Modèle de Financement, certains réajustements se feront. ».

[Read More](#)
